

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 91 — 1959

3 JUILLET 1991. — Décret relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Des bénéficiaires*

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique aux personnes handicapées n'ayant pas atteint l'âge de 65 ans accomplis au moment où elles introduisent une demande en vue de bénéficier des avantages prévus par le présent décret.

Art. 2. Est considérée comme personne handicapée toute personne présentant une limitation importante des possibilités d'intégration sociale et professionnelle, due à une insuffisance ou à une diminution de la capacité physique ou de la capacité mentale.

Le degré du handicap à prendre en considération est déterminé sur base d'une évaluation pluridisciplinaire. Cette évaluation peut se fonder sur les données d'examen pluridisciplinaires qui auraient déjà été rassemblées en vue d'obtenir le bénéfice d'autres dispositions nationales ou communautaires en faveur des personnes handicapées.

Le degré de handicap constaté peut faire l'objet d'une réévaluation.

Art. 3. L'Exécutif définit les organes du Fonds visé à l'article 5 du présent décret habilités à statuer sur la demande visée à l'article 1^{er} du présent décret, ainsi que la procédure et les modalités d'introduction et d'examen de cette demande.

Il peut fixer les critères et les modalités de l'évaluation pluridisciplinaire.

Art. 4. L'Exécutif peut assortir de conditions liées à la résidence le bénéfice des dispositions du présent décret.

CHAPITRE II. — *Du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées et de ses missions*

Art. 5. Il est institué sous la dénomination « Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées » un organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique, ci-après dénommé « le Fonds ».

Le Fonds est classé parmi les organismes de la catégorie B au sens de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

L'Exécutif règle l'organisation et le fonctionnement du Fonds.

Il fixe les mesures réglementaires nécessaires à l'accomplissement des missions dévolues audit Fonds dans les limites des moyens de financement visés à l'article 24 du présent décret.

A défaut de dispositions particulières du présent décret, la loi du 16 mars 1954 susdite est applicable au Fonds.

Art. 6. Le Fonds a pour mission :

1^o de veiller à l'établissement d'un processus global d'intégration sociale et professionnelle en faveur des personnes handicapées et de veiller à ce que leurs proches ou, à leur défaut, les institutions et services visés à l'article 7, puissent les assister dans l'exécution dudit processus;

2^o d'assurer la promotion de l'information des personnes handicapées, notamment en réunissant et en diffusant toute documentation utile à cet effet;

3^o d'agrèer des centres ou services de réadaptation fonctionnelle pour autant qu'il s'agisse de centres extra-hospitaliers ou dont la gestion est distincte d'une institution hospitalière et d'accorder des subventions pour leur création, leur aménagement, leur agrandissement, leur équipement ainsi que pour leur fonctionnement;

4^o de conseiller les personnes handicapées, leurs proches ou les institutions et services qui s'occupent des personnes handicapées en vue de favoriser leur intégration dans l'enseignement, leur formation, leur réadaptation et leur rééducation professionnelles, de surveiller l'efficacité de cette intégration scolaire, formation, réadaptation et rééducation professionnelles et de veiller à ce que ces personnes handicapées concernées par celles-ci bénéficient, si nécessaire, d'une orientation professionnelle spécialisée;

5^o de promouvoir l'orientation, la formation, la réadaptation et la rééducation professionnelles des personnes handicapées :

a) par

— soit l'agrèment de services d'orientation professionnelle spécialisée et l'octroi de subventions pour leur création, leur agrandissement, leur aménagement, leur équipement ainsi que pour leur fonctionnement;

— soit la création et la gestion de tels services;

Session 1990-1991

Documents du Conseil. — Nos 184. — N^o 1 : Projet de décret; n^o 2 : Avis du Conseil d'Etat; n^o 3 : Rapport; n^o 4 : Amendements.

Comptes rendus intégraux. — Discussion : séance du 28 mai 1991. — Adoption : séance du 18 juin 1991.

b) par

— soit l'agrément de centres de formation ou de réadaptation professionnelle pour personnes handicapées et l'octroi de subventions pour leur création, leur agrandissement, leur aménagement, leur équipement ainsi que pour leur fonctionnement;

— soit par la création et la gestion de tels centres en collaboration avec le FOREm ou l'ORBEm;

8° d'intégrer les personnes handicapées dans les structures de formation, réadaptation ou rééducation professionnelles les plus appropriées;

7° d'octroyer, pendant toute la durée de leur formation, des indemnités aux personnes handicapées qui ont satisfait à l'obligation scolaire;

8° de supporter, compte tenu des interventions accordées en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires, tout ou partie des charges résultant du déplacement ou du séjour des personnes handicapées au lieu de leur formation, réadaptation ou rééducation professionnelles, et éventuellement au lieu de leur éducation scolaire lorsque celle-ci se déroule en enseignement ordinaire;

9° d'assurer aux personnes handicapées toute aide nécessaire avant, pendant et après la formation, la réadaptation ou la rééducation professionnelles;

10° de promouvoir la mise au travail des personnes handicapées dans un emploi adéquat conformément aux dispositions du chapitre IV et d'en assurer l'accompagnement;

11° d'accorder des interventions aux employeurs qui occupent des personnes handicapées admises au bénéfice du présent décret; les indemnités payées en application de l'article 81bis de l'arrêté royal du 20 décembre 1983 relatif à l'emploi et au chômage sont exclues du champ d'application du présent décret;

12° de promouvoir la mise au travail en atelier protégé des personnes handicapées qui, en raison de la nature ou de la gravité de leur déficience, ne peuvent provisoirement ou définitivement exercer une activité professionnelle dans les conditions habituelles de travail et ce par l'agrément d'ateliers protégés et l'octroi de subventions pour leur création, leur aménagement, leur agrandissement et leur équipement ainsi que pour leur fonctionnement;

13° de surveiller, en liaison avec les services ministériels compétents, l'embauche des personnes handicapées effectuée en application des mesures visées à l'article 23;

14° de favoriser l'intégration des personnes handicapées dans la société.

L'Exécutif fixe les conditions de reconnaissance des contrats de formation retenus ainsi que le montant des indemnités à octroyer visées à l'alinéa 1^{er}, 7^o, du présent article.

Art. 7. Pour la réalisation de tout ou partie des tâches énoncées à l'article 6, le Fonds peut recourir à la collaboration d'institutions ou de services créés soit par des pouvoirs publics, soit par l'initiative privée, en respectant le libre choix de la personne handicapée.

Art. 8. Les subventions accordées en vertu du présent décret aux personnes handicapées sont fixées en tenant compte des avantages dont ces personnes pourraient bénéficier en application d'autres dispositions légales ou réglementaires.

Lorsque le conseil de gestion du Fonds est autorisé à prendre des décisions individuelles en matière d'aide sociale, les décisions d'octroi de subventions tiennent compte des avantages dont bénéficient les intéressés en application d'autres dispositions légales ou réglementaires.

Si le cumul des subventions accordées en application du présent décret à des institutions ou services agréés ou créés par le Fonds et de celles accordées par d'autres pouvoirs publics a pour effet de couvrir plus de 100 p.c. du montant des charges pris en considération pour leur fixation, le montant des premières est réduit à due concurrence.

CHAPITRE III. — Des organes d'administration

Section I^{re}. — Le conseil de gestion

Art. 9. Le Fonds est géré par un conseil qui est composé :

1° d'un président;

2° d'un premier vice-président;

3° d'un vice-président;

4° de treize membres effectifs et treize membres suppléants choisis parmi les représentants des organisations représentatives des personnes handicapées, des employeurs et des travailleurs, ainsi que parmi les personnes reconnues pour leur compétence dans les domaines de la réadaptation fonctionnelle, de la formation professionnelle, de l'orientation professionnelle et de l'emploi des personnes handicapées.

Y siège en outre, avec voix consultative, une personne déléguée par l'administration qui a le Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés dans ses attributions.

L'INAMI peut également y déléguer un représentant. Il y siège avec voix consultative.

Le conseil de gestion peut organiser pour l'étude de problèmes spécifiques des groupes de travail composés de membres effectifs ou suppléants visés à l'alinéa 1^{er}.

Il arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation à l'Exécutif. Ce règlement définit notamment les limites et les formes dans lesquelles le conseil peut déléguer certaines de ses attributions à l'administrateur général et à l'administrateur général adjoint ainsi que les missions du bureau et des groupes de travail.

Art. 10. L'Exécutif nomme le président, le premier vice-président, le vice-président et les membres du conseil de gestion.

Art. 11. Le mandat des président, premier vice-président, vice-président et des membres du conseil de gestion a une durée de quatre ans. Il peut être renouvelé.

Il est pourvu dans les trois mois au remplacement de tout membre qui a cessé de faire partie du conseil de gestion avant la date normale d'expiration de son mandat. Le nouveau membre achève le mandat de celui qu'il remplace.

Art. 12. L'Exécutif détermine le montant des jetons de présence qui peuvent être octroyés aux membres du conseil de gestion, aux président, premier vice-président et vice-président. Il fixe les indemnités pour frais de parcours et de séjour.

Art. 13. L'Exécutif soumet à l'avis du conseil de gestion tout avant-projet de décret et tout projet d'arrêté concernant l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

Le conseil de gestion donne son avis dans le mois de la demande. A défaut, il peut être passé outre.

Le conseil de gestion soumet au ministre ayant la politique des personnes handicapées dans ses attributions toutes les propositions qu'il estime utiles.

Art. 14. Le contrôle du Fonds est exercé à l'intervention de deux commissaires nommés par l'Exécutif et d'un délégué du ministre ayant le budget dans ses attributions.

Section II. — Le bureau

Art. 15. L'Exécutif désigne parmi les membres effectifs du conseil de gestion quatre membres qui, avec le président, le premier vice-président et le vice-président, forment le bureau. Le bureau a pour mission de préparer le travail du conseil de gestion.

Section III. — L'administrateur général et l'administrateur général adjoint

Art. 16. Le Fonds est dirigé par un administrateur général assisté d'un administrateur général adjoint. Ils sont nommés par l'Exécutif, qui fixe leur statut administratif et pécuniaire.

Art. 17. L'administrateur général exécute les décisions du conseil de gestion; il donne à ce conseil toutes informations et soumet toutes propositions utiles au fonctionnement du Fonds.

Il assiste aux réunions du bureau et du conseil de gestion avec voix consultative.

Il assure, sous l'autorité et le contrôle du conseil de gestion, la gestion journalière et le fonctionnement du Fonds.

Il dirige le personnel du Fonds.

L'administrateur général représente le Fonds dans les actes judiciaires et extra-judiciaires et agit valablement au nom et pour le compte du Fonds, sans avoir à justifier, à cet effet, d'une décision du conseil de gestion.

Il peut, en outre, déléguer à un ou plusieurs membres du personnel son pouvoir de représenter l'organisme devant les juridictions du travail.

Art. 18. L'administrateur général adjoint assiste également aux réunions du bureau et du conseil de gestion avec voix consultative.

Art. 19. En cas d'empêchement de l'administrateur général, ses pouvoirs sont exercés par l'administrateur général adjoint, et en cas d'empêchement de ce dernier par un membre du personnel du Fonds désigné par le conseil de gestion.

Section IV. — Le personnel du Fonds

Art. 20. Le bureau nomme et révoque le personnel dans les limites du cadre et conformément aux dispositions du statut fixées par l'Exécutif.

CHAPITRE IV. — De la mise au travail des personnes handicapées

Art. 21. Les personnes handicapées bénéficiaires du présent décret sont notamment mises au travail :

- 1° dans les entreprises privées, notamment dans les entreprises industrielles, commerciales et agricoles;
- 2° dans les administrations publiques et dans les organismes d'intérêt public;
- 3° dans l'artisanat ou dans les professions indépendantes;
- 4° dans les ateliers protégés.

Art. 22. Le recrutement des personnes handicapées en atelier protégé peut être soumis à des conditions d'admission particulières fixées par l'Exécutif.

Les personnes handicapées occupées dans les ateliers protégés sont engagées dans les liens d'un contrat de travail.

L'atelier protégé peut constituer des équipes protégées dans les entreprises privées ou les établissements publics relevant de la Communauté française, suivant les modalités fixées par l'Exécutif.

L'atelier peut procurer du travail à domicile aux personnes handicapées qui sont dans l'impossibilité de se déplacer.

Art. 23. L'Exécutif fixe le nombre de personnes handicapées qui doivent être occupées par les administrations publiques et les organismes d'intérêt public de la Communauté française.

CHAPITRE V. — Du financement

Art. 24. Les charges résultant de l'exécution de la mission du Fonds sont couvertes par :

- 1° la dotation budgétaire prévue au budget de la Communauté française;
- 2° des dons et des legs;
- 3° le produit du patrimoine et toutes recettes d'exploitation;
- 4° des subventions en provenance d'autorités, d'administrations et d'organismes publics et/ou internationaux;
- 5° des emprunts contractés par le conseil de gestion aux conditions fixées par l'Exécutif. Ces emprunts peuvent bénéficier de la garantie de la Communauté française.

CHAPITRE VI. — Des contestations

Art. 25. Toute décision prise par les organes habilités à cet effet par l'Exécutif en application de l'article 3 du présent décret peut être revue par ces organes sur demande de la personne handicapée introduite dans le mois de la notification à elle faite de ladite décision.

L'Exécutif peut arrêter les modalités de cette procédure de réexamen.

CHAPITRE VII. — *De la surveillance*

Art. 26. Sans préjudice de l'article 28 de la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés tel que modifié par l'article 202 de la loi-programme du 22 décembre 1989, les fonctionnaires du Fonds désignés par l'Exécutif surveillent l'exécution du présent décret et ses arrêtés d'exécution.

Ces fonctionnaires et agents peuvent, dans l'exercice de leur mission :

1° procéder à tous examens, contrôles et enquêtes et recueillir toutes informations qu'ils estiment nécessaires pour s'assurer que les dispositions du présent décret et des arrêtés d'exécution sont effectivement observées, et notamment :

- a) interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;
- b) se faire produire sans déplacement ou rechercher tout document, pièce ou titre utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie ou l'emporter contre récépissé;

2° dresser des procès-verbaux de constatation. Une copie de ce procès-verbal doit être notifiée aux intéressés dans les quatorze jours de la constatation.

Art. 27. Toute entrave mise à l'exécution des missions des fonctionnaires susdits du service d'inspection peut entraîner pour les personnes, services et centres bénéficiaires des dispositions du présent décret, le retrait du bénéfice de ces dispositions.

CHAPITRE VIII. — *Des dispositions pénales*

Art. 28. Sans préjudice de l'application des articles 289 à 274 du Code pénal, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 500 à 1000 francs ou d'une de ces peines seulement, l'employeur, ses préposés ou mandataires qui auront refusé, sans motifs valables, d'occuper le nombre de personnes handicapées fixé en exécution de l'article 23 du présent décret ou qui auront contrevenu aux dispositions des arrêtés pris en exécution du présent décret ou fait obstacle à la surveillance organisée en vertu du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution.

Art. 29. En application du Code d'instruction criminelle, l'action publique résultant d'une infraction au présent décret ou à ses arrêtés d'exécution est prescrite trois ans à dater du jour où l'infraction a été commise.

CHAPITRE IX. — *Des dispositions particulières*

Art. 30. Le Fonds reprend en ce qui concerne la Communauté française, les droits et obligations du Fonds national de reclassement social des handicapés lors de la dissolution de celui-ci.

Art. 31. La quote-part de l'actif et du passif du Fonds national de reclassement social des handicapés transférée à la Communauté française, est attribuée au Fonds.

Art. 32. L'Exécutif règle le rattachement administratif des membres du personnel transférés à la Communauté française en provenance du Fonds national de reclassement social des handicapés. A cette fin, l'Exécutif peut soit les transférer dans les services du Fonds, soit les transférer, à leur demande, dans ses services.

Pour les membres du personnel transférés au Fonds, les droits qu'ils tirent de l'arrêté royal du 31 octobre 1990 déterminant les modalités de transfert de membres du personnel du Fonds national de reclassement social des handicapés aux Communautés et à la Commission communautaire commune sont exercés à charge dudit Fonds.

Pour les membres du personnel transférés dans les services de l'Exécutif, les mêmes droits sont exercés à charge de ces services.

Art. 33. § 1^{er}. En vue de pourvoir à la première occupation des emplois du cadre organique du personnel du Fonds auxquels ne sont pas affectés des membres du personnel transférés en provenance du Fonds national de reclassement social des handicapés qui sont titulaires des grades correspondants, l'Exécutif peut fixer des règles dérogatoires au statut du personnel, pour les premières nominations opérées auxdits emplois.

§ 2. Sont considérées comme « premières nominations » les nominations à chacun des emplois du cadre organique du personnel visé au § 1^{er} du présent article qui ont lieu dans un délai de six mois à compter de la date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant le cadre organique du personnel du Fonds.

Art. 34. Les administrations publiques et organismes publics qui relèvent de la Communauté française sont tenus de fournir sans frais au Fonds toute information nécessaire à l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

Art. 35. A l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, les mots « Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées » sont insérés à leur place dans l'ordre alphabétique.

CHAPITRE X. — *Des dispositions abrogatoires, transitoires et de l'entrée en vigueur*

Art. 36. Est abrogée, en ce qui concerne la Communauté française, la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés à l'exception de l'article 3, 2^o, 3^o et 4^o et des articles 17, 18, 21, 28, 32 à 35 et 39.

Art. 37. Toutefois, à titre transitoire, les arrêtés d'exécution et les décisions réglementaires pris en vertu de la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés restent en vigueur jusqu'au moment où ils seront abrogés par l'Exécutif.

Les compétences attribuées par ces arrêtés d'exécution au Roi, au ministre ou à l'administrateur-directeur, sont exercées respectivement par l'Exécutif et par le fonctionnaire dirigeant du Fonds.

Art. 38. Les demandes, introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent décret, en vue de pouvoir bénéficier des dispositions de la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés, restent valables.

Les décisions motivées du Fonds national de reclassement social des handicapés fixant le processus de réadaptation et de reclassement social prises avant la date d'entrée en vigueur du présent décret restent en vigueur jusqu'à l'expiration du délai prévu dans chaque décision.

Art. 39. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} janvier 1991.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 juillet 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme
et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

—
VERTALING

—
MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 91 — 1959

3 JULI 1991. — Decreet betreffende de sociale integratie van de gehandicapten
en hun inschakeling in het arbeidsproces

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *De gerechtigden*

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op de gehandicapten die de volle leeftijd van 65 jaar nog niet hebben bereikt op het ogenblik van de indiening van de aanvraag om in aanmerking te komen voor de door dit decreet voorziene voordelen.

Art. 2. Als gehandicapt wordt beschouwd iedere persoon wiens mogelijkheden van sociale integratie en van integratie in de beroepsarbeid merklijk beperkt zijn wegens een ontoereikendheid of een vermindering van de lichamelijke of geestelijke geschtheid.

De in aanmerking te nemen graad van handicap wordt vastgesteld op basis van een multidisciplinaire evaluatie. Deze evaluatie kan steunen op de gegevens uit multidisciplinaire onderzoeken die reeds werden verzameld om in aanmerking te komen voor andere nationale of communautaire bepalingen ten bate van de gehandicapten.

De vastgestelde graad van handicap kan het voorwerp uitmaken van een nieuwe evaluatie.

Art. 3. De Executieve bepaalt de organen van het Fonds bedoeld bij artikel 5 van dit decreet die bevoegd zijn om uitspraak te doen over de aanvraag bedoeld bij artikel 1 van dit decreet alsook de procedure en de modaliteiten voor de indiening en het onderzoek van deze aanvraag.

Zij kan de criteria en de nadere regels voor de multidisciplinaire evaluatie bepalen.

Art. 4. De Executieve kan het genot van het voordeel van de bepalingen van dit decreet doen vergezellen van voorwaarden die met de verblijfplaats verband houden.

HOOFDSTUK II. — *Het « Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées » (Gemeenschapsfonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces en zijn opdrachten)*

Art. 5. Onder de benaming « Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées » wordt een instelling van openbaar nut opgericht, met rechtspersoonlijkheid, hierna « het Fonds » genoemd.

Het Fonds wordt ingedeeld bij de instellingen van categorie B in de zin van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

De Executieve regelt de inrichting en de werking van het Fonds.

Zij bepaalt de reglementaire maatregelen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de taken die aan bedoeld Fonds zijn opgedragen binnen de perken van de financieringsmiddelen bedoeld bij artikel 24 van dit decreet.

Bij ontstentenis van bijzondere bepalingen van dit decreet is de voornoemde wet van 16 maart 1954 van toepassing op het Fonds.

Art. 6. Het Fonds heeft tot opdracht :

1^o ervoor te waken dat een globaal proces voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces wordt ingesteld en ervoor te zorgen dat hun nabestaanden of, bij hun ontstentenis, de in artikel 7 bedoelde instellingen en diensten hen kunnen bijstaan in de uitvoering van genoemd proces;

Zitting 1990-1991

Stukken van de Raad. — Nrs. 184. — Nr. 1 : Ontwerp van decreet; nr. 2 : Advies van de Raad van State; nr. 3 : Verslag; nr. 4 : Amendementen.

Integrale verslagen. — Bespreking : vergadering van 28 mei 1991. — Aanneming : vergadering van 18 juni 1991.

2° te zorgen voor de bevordering van de voorlichting van de gehandicapten, inzonderheid door het verzamelen en het verspreiden van alle documentatie die daartoe nuttig is;

3° centra of diensten voor functionele revalidatie te erkennen, voor zover het over buiten-ziekenhuiscentra gaat of over centra waarvan het beheer onderscheiden is van hetgene van een verpleeginstelling en toelagen te verlenen voor hun oprichting, hun inrichting, hun uitbreiding, hun uitrusting alsook voor hun werking;

4° de gehandicapten, hun nabestaanden of de instellingen en diensten die zorg dragen voor de integratie van de gehandicapten in het onderwijs, voor hun beroepsopleiding, -omscholing en -herscholing in de hand te werken, toezicht houden op de doeltreffendheid van deze integratie in de school, van deze beroepsopleiding, -omscholing en -herscholing en ervoor te zorgen dat de gehandicapten die hierbij betrokken zijn zo nodig aanspraak kunnen maken op een gespecialiseerde beroepsoriëntering;

5° de beroepsoriëntering, de -opleiding, -omscholing en -herscholing van de gehandicapten te bevorderen :

a) — ofwel door de erkenning van diensten voor gespecialiseerde beroepsoriëntering en door de toekenning van toelagen voor hun oprichting, hun uitbreiding, hun inrichting, hun uitrusting alsook voor hun werking;

— ofwel door dergelijke diensten op te richten en te beheren;

b) — ofwel door de erkenning van centra voor beroepsopleiding of -omscholing voor gehandicapten en door de toekenning van toelagen voor hun oprichting, hun uitbreiding, hun inrichting en hun uitrusting, alsook voor hun werking;

— ofwel door dergelijke centra op te richten en te beheren in samenwerking met de « FOREM » of de « ORBEM » (B.G.D.A.);

6° de gehandicapten te integreren in de best aangepaste structuren voor beroepsopleiding, -omscholing of -herscholing;

7° tijdens de hele duur van hun opleiding tegemoetkomingen toe te kennen aan de gehandicapten die aan de leerplicht hebben voldaan;

8° geheel of gedeeltelijk, rekening houdende met de krachtens andere wettelijke of reglementaire bepalingen toegekende tussenkomsten, de lasten te dragen die voor de gehandicapten voortvloeien uit de verplaatsing naar of het verblijf op de plaats van hun beroepsopleiding, -omscholing of -herscholing en eventueel naar de plaats van hun schoolopvoeding, wanneer zij het gewoon onderwijs volgen;

9° aan de gehandicapten alle nodige hulp te verlenen vóór, tijdens en na de beroepsopleiding, -omscholing of -herscholing;

10° de tewerkstelling van de gehandicapten te bevorderen dank zij een passende arbeid, overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk IV en te zorgen voor de begeleiding ervan;

11° tegemoetkomingen toe te staan aan de werkgevers die gehandicapten tewerkstellen die gerechtigd zijn om aanspraak te kunnen maken op de voordelen van dit decreet, de vergoedingen die betaald worden bij toepassing van artikel 81bis van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende de arbeidsvoorziening en de werkloosheid zijn uitgesloten van het toepassingsgebied van dit decreet;

12° de tewerkstelling in een beschutte werkplaats van de gehandicapten te bevorderen die wegens de aard of de ernstigheid van hun handicap, onder de gewone arbeidsvoorwaarden, voorlopig of definitief geen beroepsactiviteit kunnen uitoefenen en dit door de erkenning van beschutte werkplaatsen en de toekenning van toelagen voor hun oprichting, hun inrichting, hun uitbreiding en hun uitrusting alsook voor hun werking;

13° in samenwerking met de bevoegde ministeriële diensten toezicht houden op de aanwerving van gehandicapten, geschied bij toepassing van de in artikel 23 bedoelde maatregelen;

14° de integratie van de gehandicapten in de maatschappij te bevorderen.

De Executieve bepaalt de voorwaarden voor de erkenning van de in aanmerking genomen opleidingsovereenkomsten alsook het bedrag van de toe te kennen tegemoetkomingen, bedoeld bij lid 1°, 7° van dit artikel.

Art. 7. Voor de gehele of gedeeltelijke uitvoering van de in artikel 6 bedoelde opdrachten, kan het Fonds een beroep doen op de medewerking van instellingen of diensten, opgericht ofwel door de openbare besturen, ofwel op privaats initiatief, rekening houdend met de vrije keuze van de gehandicapten.

Art. 8. De toelagen toegekend aan de gehandicapten krachtens dit decreet worden vastgesteld rekening houdend met de voordelen waarop deze personen zouden aanspraak kunnen maken bij toepassing van andere wettelijke of reglementaire bepalingen.

Wanneer de raad van beheer van het Fonds ertoe gemachtigd is individuele beslissingen te nemen inzake maatschappelijke hulpverlening, wordt er bij het nemen van de beslissingen tot verlening van toelagen rekening gehouden met de voordelen waartoe de betrokkenen gerechtigd zijn bij toepassing van andere wettelijke of reglementaire bepalingen.

Indien de cumulatie van toelagen toegekend bij toepassing van dit decreet, aan instellingen of diensten, erkend of opgericht door het Fonds met de toelagen, toegekend door andere openbare diensten, ten gevolge heeft dat meer dan 100 pct van het bedrag van de lasten worden gedekt die voor hun vaststelling in aanmerking worden genomen, dan wordt het bedrag van de eerstgenoemde toelagen verlaagd tot het passende beloop.

HOOFDSTUK III. — *De bestuursorganen*

Afdeling I. — De raad van beheer

Art. 9. Het Fonds wordt beheerd door de raad, samengesteld als volgt :

1° een voorzitter;

2° een eerste ondervoorzitter;

3° een ondervoorzitter;

4° dertien effectieve leden en dertien plaatsvervangende leden, gekozen onder de vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van de gehandicapten, van de werkgevers en van de werknemers evenals onder de personen erkend voor hun bevoegdheid op het gebied van de beroepsrevalidatie, de -opleiding, de -oriëntering en de tewerkstelling van gehandicapten.

Houdt bovendien zitting met raadgevende stem een door het bestuur afgevaardigde persoon tot wiens bevoegdheid het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten behoort.

Het R.I.Z.I.V. kan er ook een vertegenwoordiger naar toe afvaardigen. Hij heeft er zitting met raadgevende stem.

De raad van beheer kan voor het onderzoek van specifieke problemen werkgroepen organiseren, samengesteld uit effectieve of plaatsvervangende leden, waarvan sprake in lid 1.

Hij stelt zijn huishoudelijk reglement vast en legt het ter goedkeuring voor aan de Executieve. Dit reglement bepaalt inzonderheid de perken en de vormen volgens welke de raad sommige van zijn bevoegdheden kan overdragen aan de administrateur-generaal en aan de adjunct-administrateur-generaal alsook de opdrachten van het bureau en van de werkgroepen.

Art. 10. De Executieve benoemt de voorzitter, de eerste ondervoorzitter, de ondervoorzitter en de leden van de raad van beheer.

Art. 11. Het mandaat van de voorzitter, eerste ondervoorzitter, ondervoorzitter en van de leden van de raad van beheer duurt vier jaar. Het kan hernieuwd worden.

Binnen drie maanden wordt in de vervanging voorzien van elk lid dat opgehouden heeft van de raad van beheer deel uit te maken vóór de normale beëindiging van zijn mandaat. Het nieuwe lid voltooit het mandaat van het lid dat hij vervangt.

Art. 12. De Executieve stelt het bedrag vast van de presentiegelden die mogen toegekend worden aan de leden van de raad van beheer, aan de voorzitter, de eerste ondervoorzitter en de ondervoorzitter. Hij bepaalt de vergoedingen voor reis- en verblijfkosten.

Art. 13. De Executieve vraagt het advies van de raad van beheer over elk voorontwerp van decreet en elk ontwerp van besluit betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun integratie in de beroepsarbeid.

De raad van beheer geeft zijn advies binnen een maand na het indienen van de aanvraag. Bij ontstentenis ervan, kan er over heengestapt worden.

De raad van beheer legt aan de minister tot wiens bevoegdheid het beleid inzake de gehandicapten behoort alle voorstellen voor welke hij nuttig acht.

Art. 14. Het toezicht op het Fonds wordt uitgeoefend onder toezicht van twee commissarissen, benoemd door de Executieve en van een gemachtigde van de minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort.

Afdeling II. — Het bureau

Art. 15. De Executieve wijst onder de werkende leden van de raad van beheer vier leden aan die samen met de voorzitter, de eerste ondervoorzitter en de ondervoorzitter het bureau vormen. Het bureau heeft tot opdracht het werk van de raad van beheer voor te bereiden.

Afdeling III. — De administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal

Art. 16. Het Fonds staat onder de leiding van een administrateur-generaal, bijgestaan door een adjunct-administrateur-generaal.

Zij worden benoemd door de Executieve, die hun administratief en geldelijk statuut vaststelt.

Art. 17. De administrateur-generaal voert de beslissingen van de raad van beheer uit; hij geeft aan die raad alle inlichtingen en onderwerpt hem alle voorstellen, die voor de werking van het Fonds nuttig zijn.

Hij woont de vergaderingen van het bureau en van de raad van beheer bij met raadgevende stem.

Hij zorgt, onder het gezag en het toezicht van de raad van beheer, voor het dagelijks beheer en de werking van het Fonds.

Hij leidt het personeel van het Fonds.

De administrateur-generaal vertegenwoordigt het Fonds in de gerechtelijke en buitengerechtelijke handelingen en treedt geldig op in naam en voor rekening van het Fonds, zonder dat hij zulks door een beslissing van de raad van beheer moet staven.

Hij kan bovendien zijn bevoegdheid om de instelling te vertegenwoordigen voor de arbeidsrecht machten aan één of meer leden van het personeel overdragen.

Art. 18. De adjunct-administrateur-generaal woont eveneens de vergaderingen van het bureau en van de raad van beheer bij met raadgevende stem.

Art. 19. Ingeval de administrateur-generaal verhinderd is, worden zijn bevoegdheden uitgeoefend door de adjunct-administrateur-generaal en bij diens ontstentenis, door een personeelslid van het Fonds, dat door de raad van beheer aangewezen wordt.

Afdeling IV. — Het personeel van het Fonds

Art. 20. Het bureau benoemt en ontslaat het personeel binnen de perken van de personeelsformatie en overeenkomstig de bepalingen van het statuut, bepaald door de Executieve.

HOOFDSTUK IV. — De tewerkstelling van de gehandicapten

Art. 21. De gehandicapten die aanspraak kunnen maken op het genot van dit decreet worden inzonderheid tewerkgesteld :

- 1° in de particuliere ondernemingen, inzonderheid in de nijverheids-, handels- en landbouwondernemingen;
- 2° in de openbare besturen en in de instellingen van openbaar nut;
- 3° in het ambachtswezen of in de zelfstandige beroepen;
- 4° in de beschutte werkplaatsen.

Art. 22. De aanwerving van gehandicapten in een beschutte werkplaats kan onderworpen worden aan bijzondere wervingsvoorwaarden, die door de Executieve worden bepaald.

De gehandicapten, die tewerkgesteld zijn in de beschutte werkplaatsen, worden aangeworven krachtens een arbeidsovereenkomst.

De beschutte werkplaats kan beschermde ploegen vormen in de particuliere ondernemingen of in de openbare instellingen, die behoren tot de Franse Gemeenschap, volgens de door de Executieve bepaalde modaliteiten.

De werkplaats kan aan de gehandicapten die in de onmogelijkheid verkeren zich te verplaatsen, huisarbeid verschaffen.

Art. 23. De Executieve bepaalt het aantal gehandicapten die moeten tewerkgesteld worden door de openbare besturen en in de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK V. — *De financiering*

Art. 24. De lasten die voortvloeien uit de vervulling van de opdracht van het Fonds worden gedekt door :

- 1° de budgettaire dotatie uitgetrokken op de begroting van de Franse Gemeenschap;
- 2° schenkingen en legaties;
- 3° de opbrengst van het patrimonium en alle exploitatie-inkomsten;
- 4° toelagen van overheids machten, openbare besturen en openbare en/of internationale instellingen.
- 5° leningen aangegaan door de raad van beheer onder de door de Executieve bepaalde voorwaarden. Deze leningen mogen onder de waarborg van de Franse Gemeenschap staan.

HOOFDSTUK VI. — *De betwistingen*

Art. 25. Elke beslissing die genomen wordt door de organen die daartoe gemachtigd zijn door de Executieve bij toepassing van artikel 3 van dit decreet kan door deze organen herzien worden op verzoek van de gehandicapte, ingediend binnen een maand na de kennisgeving van genoemde beslissing aan de gehandicapte.

De Executieve kan de modaliteiten van deze procedure voor een herhaald onderzoek bepalen.

HOOFDSTUK VII. — *Het toezicht*

Art. 26. Onverminderd artikel 28 van de wet van 18 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen, zoals gewijzigd bij artikel 202 van de programmawet van 22 december 1989, houden de door de Executieve aangewezen ambtenaren van het Fonds toezicht op de uitvoering van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Deze ambtenaren en bevoegde personeelsleden mogen bij de uitvoering van hun opdracht :

1° elk onderzoek, elke controle en enquête instellen en alle inlichtingen inwinnen die zij nodig achten om zich ervan te vergewissen dat de bepalingen van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten werkelijk worden nageleefd en inzonderheid :

- a) iedere persoon ondervragen over elk feit dat het nuttig is te kennen voor de uitoefening van het toezicht;
- b) zich zonder verplaatsing elk document, stuk of titel, nuttig voor de vervulling van hun opdracht, laten voorleggen of opzoeken, er afschrift van nemen of ze meenemen tegen ontvangstbewijs;

2° processen-verbaal van vaststelling opmaken. Een afschrift van dit proces-verbaal moet aan de betrokkenen binnen veertien dagen na de vaststelling worden betekend.

Art. 27. Elke verhindering bij de uitvoering van de opdrachten van hogenvermelde ambtenaren van de inspectiedienst kan voor de personen, diensten en centra, die in aanmerking komen voor het genot van de voordelen van de bepalingen van dit decreet, de intrekking van het genot van de voordelen van deze bepalingen tot gevolg hebben.

HOOFDSTUK VIII. — *De strafbepalingen*

Art. 28. Onverminderd de toepassing van de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek, worden gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot een maand en met geldboete van 500 tot 1000 frank of met één van die straffen alleen, de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers die zonder geldige redenen geweigerd hebben het aantal gehandicapten, vastgesteld ter uitvoering van artikel 23 van dit decreet, tewerk te stellen of die de bepalingen van de besluiten genomen ter uitvoering van dit decreet hebben overtreden of die het krachtens dit decreet of zijn uitvoeringsbesluiten georganiseerd toezicht hebben verhinderd.

Art. 29. Bij toepassing van het Wetboek van strafvordering, verjaart de publieke vordering die voortvloeit uit een overtreding van dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan, na verloop van drie jaar te rekenen vanaf de dag waarop de overtreding werd begaan.

HOOFDSTUK IX. — *Bijzondere bepalingen*

Art. 30. Het Fonds neemt voor wat de Franse Gemeenschap betreft, de rechten en plichten van het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen over bij de ontbinding van dit Fonds.

Art. 31. Het aandeel in het actief en passief van het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen, overgedragen aan de Franse Gemeenschap, wordt aan het Fonds toegewezen.

Art. 32. De Executieve regelt de administratieve toevoeging van de personeelsleden overgegaan naar de Franse Gemeenschap uit het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen.

Daartoe kan de Executieve ofwel die leden overdragen aan de diensten van het Fonds ofwel hen op hun eigen verzoek overdragen aan haar diensten.

Wat betreft de personeelsleden overgedragen aan het Fonds, worden de rechten die zij halen uit het koninklijk besluit van 31 oktober 1990 tot vaststelling van de wijze waarop personeelsleden van het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen overgaan naar de Gemeenschappen en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie uitgeoefend ten laste van voornoemd Fonds.

Wat de personeelsleden betreft die aan de diensten van de Executieve worden overgedragen, worden dezelfde rechten uitgeoefend ten laste van deze diensten.

Art. 33. § 1. Ten einde de voorzien in de eerste bezetting van de betrekkingen opgenomen in de personeelsformatie van het Fonds, waarvoor overgedragen personeelsleden uit het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen die de overeenstemmende graden bezitten, niet aangewezen zijn, kan de Executieve regels bepalen die afwijken van het statuut van het personeel voor de eerste aanstellingen, die in voornoemde ambten doorgevoerd worden.

§ 2. Worden als « eerste benoemingen » beschouwd, de aanstellingen in elk ambt opgenomen in de personeelsformatie waarvan sprake in § 1 van dit artikel, die doorgevoerd worden binnen een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de datum waarop het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de personeelsformatie van het Fonds in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 34. De openbare besturen en de openbare instellingen die ressorteren onder de Franse Gemeenschap zijn ertoe verplicht alle nodige inlichtingen voor de toepassing van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten kosteloos aan het Fonds te bezorgen.

Art. 35. In artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut worden de woorden « Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées » (Gemeenschapsfonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun integratie in de beroepsarbeid) op de geschikte plaats in de alfabetische volgorde ingevoegd.

HOOFDSTUK X. — Opheffingsbepalingen, overgangsbepalingen en inwerkingtreding

Art. 36. Wordt opgeheven, wat de Franse Gemeenschap betreft, de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen, met uitzondering van artikel 3, 2^o, 3^o en 4^o en de artikelen 17, 18, 21, 28, 32 tot 35 en 39.

Art. 37. De uitvoeringsbesluiten en de reglementaire beslissingen, genomen krachtens de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen blijven evenwel, bij wijze van overgangsmaatregel, van kracht tot wanneer zij door de Executieve worden opgeheven.

De bevoegdheden die door deze uitvoeringsbesluiten aan de Koning, de minister of de administrateur-directeur werden toegekend worden respectievelijk door de Executieve en door de leidende ambtenaar van het Fonds uitgeoefend.

Art. 38. De aanvragen die werden ingediend vóór de datum van de inwerkingtreding van dit decreet om in aanmerking te komen voor het genot van de voordelen van de bepalingen van de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen, blijven geldig.

De met redenen omklede beslissingen van het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen waarbij het proces van de heraanpassing en de sociale reclassering werd bepaald en die vóór de datum waarop dit decreet in werking treedt werden genomen, blijven van kracht tot wanneer de termijn bepaald voor elke beslissing, verstreken is.

Art. 39. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1991.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 3 juli 1991.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,
belast met Cultuur en Communicatie,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme
en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

F. GUILLAUME

F. 91 — 1960

10 JUILLET 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française instituant un délégué général aux droits de l'enfant et à l'aide à la jeunesse

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions, donné le 29 octobre 1990;

Vu le protocole n° 36 du Comité de négociation du secteur 17, daté du 5 novembre 1990;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française, chargé de la Culture et de la communication;

Vu la délibération de l'Exécutif du 8 juillet 1991,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o enfant : la personne âgée de moins de dix-huit ans;

2^o délégué général : le délégué général aux droits de l'enfant et à l'aide à la jeunesse, de la Communauté française;

3^o jeune : l'enfant et la personne âgée de moins de vingt ans, soit pour laquelle une aide a été sollicitée avant l'âge de dix-huit ans, en application de la loi du 19 janvier 1990 abaissant à dix-huit ans l'âge de la majorité civile ou en application du décret du 14 mai 1990 relatif au maintien, après l'âge de dix-huit ans, de certaines mesures de protection de la jeunesse.

Art. 2. Il est créé auprès de l'Exécutif la fonction de délégué général aux droits de l'enfant et à l'aide à la jeunesse.

La mission du délégué général est de veiller à la sauvegarde des droits et des intérêts des jeunes.

Dans l'exercice de sa mission, le délégué général peut notamment :

1. informer les personnes privées, physiques ou morales, et les personnes de droit public, des droits des jeunes;

2. vérifier l'application correcte des lois, des décrets, des ordonnances et des réglementations qui concernent les jeunes et, s'il y a lieu, informer le procureur du Roi;